

Informal translation

Le 5 octobre 2020

Mme. Michele J. Sison
Ambassadeur des États-Unis à l'Haïti
Dans son ambassade
Au soin du Département d'état des États-Unis
Washington, D.C. 20520

Madame l'Ambassadeur,

Je vous écris afin de vous exiger à utiliser votre estimable expérience diplomatique et influence sur le gouvernement d'Haïti pour promouvoir le respect pour l'état de droit et les droits humains fondamentaux et pour opposer l'organisation des élections en Haïti jusqu'à ce que les attentats fréquents à caractère politique contre les critiques du gouvernement arrêtent ; que les auteurs soient traduits en justice ; qu'un Conseil Electoral Provisionnel puisse être constitué avec la participation générale de la société civile et conformément à la constitution d'Haïti ; et que les citoyens d'Haïti puissent participer aux élections sans peur.

Comme je vous avais averti dans ma lettre du 28 mai, Haïti était en grave danger de descendre en spirale vers le chaos et la violence. Malheureusement, cette spirale en bas est précisément ce qui se passe. Or, parmi ce chaos et cette violence, le gouvernement haïtien sous Président Jovenel Moïse procède à organiser les élections largement perçues comme illégitimes et inconstitutionnelles.

La constitution d'Haïti exige que les élections soient organisées par un Conseil Electoral Provisionnel (CEP) qui consiste de neuf membres représentant des différents secteurs de la société civile, dont les églises catholiques et protestantes, les organisations des droits humains, les présidents universitaires et les associations du secteur privé. Les membres du CEP antérieur ont démissionné en août et ont réclamé que l'exécutif initie un dialogue afin d'obtenir un accord général avant de procéder avec les élections.¹ Depuis ce temps-là, chacun des secteurs a refusé de nommer un représentant à un nouveau CEP, exprimant des soucis sur la crédibilité d'aucune élection organisée sous Président Jovenel Moïse. Le vice-président de la conférence des évêques catholiques d'Haïti a même soutenu qu'un officiel du gouvernement lui avait dit que l'église pourrait nommer l'ambassadeur d'Haïti au Saint-Siège si les officiels de l'église désignaient leur représentant au CEP, une offre que l'évêque a caractérisée en tant que pot-de-vin.²

Président Jovenel Moïse a quand même unilatéralement nommé un CEP de neuf membres par décret présidentiel en violation de la constitution. Le décret n'a pas seulement exigé que le CEP

¹ AlterPress, [Haïti-Politique: Qu'est ce qui est à la base de la démission en bloc des 8 membres restants du Cep?](#), July 30, 2020.

² Catholic News Service, [Haitian bishop decries 'bribe' from government in advance of elections](#), National Catholic Reporter, September 4, 2020.

Informal translation

organise les élections, mais a aussi demandé qu'il prépare un référendum constitutionnel, une action que les juristes haïtiens, les leaders de l'opposition et les moniteurs des droits humains disent est illégal et inconstitutionnel ainsi que rappelant les actions prises par l'ancien dictateur François « Papa Doc » Duvalier, qui a changé la constitution d'Haïti dans le cadre de ses efforts pour consolider le pouvoir, se faire dictateur pour la vie, et donc subvertir complètement la démocratie.³ Lorsque la Cour Suprême d'Haïti a refusé à introniser les membres du CEP choisis à main par Moïse, il les ont installés de toute façon, ce qui est aussi une violation de la constitution.⁴

Ces évènements troublants se passent devant une toile de fond de menaces impensables, d'intimidation et de violence qui ciblent les critiques du gouvernement de Président Moïse. Le Ministre des Travaux Publics, Joisés Nader, a été accusé d'intimidation après être allé à l'Office du Protecteur du Citoyen le 23 septembre 2020, accompagné par des hommes bien armés portant des masques de ski. Pendant qu'ils regardaient, les civils qui les accompagnaient ont pris des photos et des vidéos de quelques-uns des 300 employés et des documents sensibles appartenant à l'investigation en cours du détournement supposé de 2 milliards de dollars d'aide financière de la Venezuela à travers le programme « PetroCaribe ».⁵

Un avocat haïtien bien respecté, juriste constitutionnel, et chef du barreau de Port-au-Prince, Monferrier Dorval, a été assassiné le 28 août 2020, quelques heures après avoir critiqué le gouvernement dans une émission de radio. Dorval avait antérieurement signé une déclaration dénonçant plus que deux douzaines de décrets signés par Moïse et demandant qu'ils soient retirés. Le meurtre de Dorval a suivi les meurtres d'au moins deux autres Haïtiens proéminents, animateur de Radio Caraïbes Frantz Adrien Bony et homme d'affaires Michel Saieh ; tous les trois ont été tués pendant une période de deux jours.⁶

Des attentats violents des gangs sur les quartiers dépourvus perçus comme opposés à l'administration Moïse ont aussi augmenté pendant les quelques mois derniers et il y a de l'évidence croissante que ces actes épouvantables de violence sont approuvés – sinon activement encouragés – par le gouvernement Moïse. L'escadron de mort mené par Jimmy Cherizier, dit « le Barbecue » a d'après certaines informations entraîné des multiples attentats sur des civils en mai dans les quartiers pauvres de Port-au-Prince Tokyo, Delmas, et Point-Rouge, brûlant des maisons et tuant des habitants. Pendant ces attentats violents, des

³ Charles, Jacqueline, [Haiti finally has an elections commission, but controversy over constitution role brews](#), Miami Herald, September 21, 2020.

⁴ Charles, Jacqueline, [Haiti's supreme court declines to swear in election council. Moïse installed them anyway](#), Miami Herald, September 22, 2020.

⁵ Charles, Jacqueline, [Haiti's public works minister is accused of intimidating the country's watchdog agency](#), Miami Herald, September 23, 2020.

⁶ Charles, Jacqueline, [Haitian lawyer, constitutional expert gunned down hours after controversial radio interview](#), Miami Herald, August 29, 2020.

membres de la Police National d'Haïti (PNH) alliés à Cherizier n'ont pas intervenu pendant que les maisons brûlaient et les citoyens mouraient, d'après certaines informations.⁷

Le gouvernement a failli à traduire en justice Cherizier, et il a prochainement unifié quelques bandes sous le « G9 » organisation et puis commencé un règne de terreur sur les quartiers qui ne soumettrait pas au vouloir de la fédération de gangs. Les véhicules policières ont été utilisées dans les attentats G9, et il n'y a pas eu aucune intervention policière constatée pour protéger les victimes des attentats, beaucoup d'entre eux des femmes et des enfants.⁸ Selon une investigation menée par le Réseau national des défenseurs des droits humains (RNDDH) sur le sujet des attaques armées dans Cité Soleil, un quartier démuné de Port-au-Prince, pendant la période du 1 juin au 28 juillet 2020, au moins 111 personnes sont assassinées, 48 sont disparues, et 20 de plus ont été blessées par des balles. D'ailleurs, 18 femmes et filles ont été violées à maintes reprises par les bandits armés, au moins 5 véhicules de transport commun ont été interceptés, et 6 maisons ont été brûlées.⁹

Tandis que Moïse nie avoir des liens aux gangs, il a viré Ministre de la Justice Lucmane Delile seulement quelques heures après que ce dernier a dénoncé des gangs et a commandé que la police nationale les poursuive.¹⁰ De plus, les habitats des quartiers menacés et des défenseurs des droits humains constatent constamment que les attentats ont pour but l'intimidation des quartiers qui opposent le président avant les prochaines élections.

Comme vous savez, j'ai mené une délégation en Haïti en avril 2019, pendant laquelle je vous ai rencontré et a aussi rencontré des habitants de La Saline et ses environs, qui ont décrit des actes d'impensable violence qui ont eu lieu en novembre 2018. Les survivants souciaient que les gangs liés au gouvernement, travaillant en concert avec des policiers, ont perpétré les attaques afin de punir le quartier pour sa participation aux manifestations contre le gouvernement. Pendant les 18 mois suivants, des investigations crédibles du massacre de La Saline par RNDDH,¹¹ la Mission des Nations Unies pour l'appui à la Justice en Haïti (MINUJUSTH) avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH),¹² et la Direction

⁷ National Human Rights Defense Network (RNDDH), Attacks on deprived neighborhoods, June 23, 2020.

⁸ Arnesen, Ingrid, and Faiola, Anthony, [In Haiti, coronavirus and a man named Barbecue test the rule of law](#), Washington Post, August 14, 2020.

⁹ National Human Rights Defense Network (RNDDH), Assassinations, Ambushes, Hostagetaking, Rape, Fires, Raids: The authorities in power have installed terror in Cité Soleil, August 13, 2020, p. 2.

¹⁰ Arnesen, Ingrid, and Faiola, Anthony, [In Haiti, coronavirus and a man named Barbecue test the rule of law](#), Washington Post, August 14, 2020.

¹¹ National Human Rights Defense Network (RNDDH), The Events in La Saline from power struggle between armed gangs to state-sanctioned massacre, December 1, 2018, pp. 7-8.

¹² United Nations, [MINUJUSTH and OHCHR release a report on the violent events of 13 and 14 November in La Saline](#), June 21, 2019.

Informal translation

Générale de la Police Nationale d'Haïti¹³ ont tous invariablement suggéré que la violence avait une motivation politique. Or les auteurs présumés n'ont jamais été traduits en justice.

J'ai averti en avril 2019 que l'impunité pour le massacre de La Saline encouragerait davantage de violence et, tragiquement, j'avais raison. Une attaque à caractère politique dans le quartier Bel-Air du 4 au 8 novembre 2019 a tué au moins 15 personnes, et il apparaît que Jimmy Cherizier et les autres chefs de gang liés au massacre de La Saline l'ont perpétré.¹⁴ De plus, HCDH a vérifié que les forces de sécurité d'Haïti sont responsables pour au moins 19 meurtres entre le 15 septembre et le 1 novembre 2019,¹⁵ et Amnesty International a constaté que la PNH a utilisé la force excessive vers des manifestants plusieurs fois pendant les quelques derniers mois de 2019, y compris avoir illégalement lancé des balles de véritables explosifs vers des manifestants et avoir utilisé sans distinction le gaz lacrymogène.¹⁶ L'impunité pour les actes de violence en 2018 et 2019 a sans doute contribué à l'escalade de la violence en 2020.

Mettre fin à l'impunité, y compris les actes criminels décrits en dessus ; garantir la protection des droits humains ; et soutenir l'état de loi sont essentiels pour la démocratie. Aucune notion que les élections peuvent avancer sans un dialogue civil important et le renforcement des protections constitutionnelles et des institutions démocratiques est donc absurde.

Des élections crédibles ne peuvent pas être organisées par un CEP qui est largement perçu comme illégitime et inconstitutionnel, et elles ne peuvent certainement pas avoir lieu dans un atmosphère d'attaques répandus contre les opposants soupçonnés du gouvernement. Si le gouvernement d'Haïti procède sous ces conditions, les représentants respectés de la société civile ne voudront pas participer, les partis politiques ne pourront pas organiser ou recruter des candidats, et les électeurs auront peur de registrer et voter. Des telles élections illégitimes approfondiraient la crise politique actuelle en Haïti, agrandir le risque du chaos et de la violence répandus, et saper l'intérêt national des États-Unis dans une Haïti stable et prospère.

Je vous prie d'agréer, madame, à mes salutations les plus distinguées.

Bien Cordialement,

Maxine Waters
Membre du Congrès

¹³ Charles, Jacqueline, [Dozens brutally killed, raped in Haiti massacre, police say. 'even young children were not spared'](#), Miami Herald, July 15, 2019.

¹⁴ HaitiLibre, [Haiti - Security: Violence in Bel-Air neighborhood, at least 15 dead](#), November 10, 2019.

¹⁵ Hurtado, Marta, [Press briefing note on Haiti unrest](#), United Nations High Commissioner for Human Rights, November 1, 2019.

¹⁶ Tucker, Duncan, [Haiti: Amnesty International verifies evidence of excessive use of force against protesters](#), Amnesty International, October 31, 2019.